

Fiche province – avril 2024

Ontario

En bref

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada. La province entretient des liens économiques forts avec les États-Unis, qui sont de loin son premier partenaire commercial (82% des exportations ; 53% des importations). La croissance des exportations (+11%), supérieure à celle des importations, a permis de réduire le déficit commercial à 206 Md CAD, contre 213 Md CAD en 2022. L'économie ontarienne a ralenti en 2023, sous le poids de la politique monétaire restrictive de la Banque du Canada, enregistrant une croissance de 1,2% en 2023 après avoir connu une croissance de 3,3% en 2022. Sur le plan commercial, l'Ontario reste le deuxième partenaire commercial de la France, après le Québec : elle



© 2001. Her Majesty the Queen in Right of Canada, Natural Resources Canada. Sa Majesté la Reine du chef du Canada, Ressources naturelles Canada.

capte 39% des exportations françaises à destination du Canada tandis que 23% des importations françaises depuis le Canada en proviennent.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population (T3 2023)** : 40 097 761 habitants
- **Densité de population** : 4,2 hab. /km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2012, 2023) : 2 205 Md CAD
- **PIB/hab.** (2023) : 54 320 CAD
- **Taux de chômage** (février 2024) : 5,8%
- **Solde budgétaire** (2023-2024) : - 40 Md CAD (-1,6% du PIB)
- **Dette nette** (2023-2024) : 1 216 Md CAD (42,4 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2023) : 769 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2023) : 770 Md CAD
- **Balance commerciale** (2023) : + 43,1 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens)** : États-Unis (64 %) ; Chine (8 %) ; Mexique (4 %) ; Japon (2 %) ; Allemagne (2 %) ; Royaume-Uni (2%)
- **Échanges de biens France – Canada** (2023) : 12,9 Md CAD

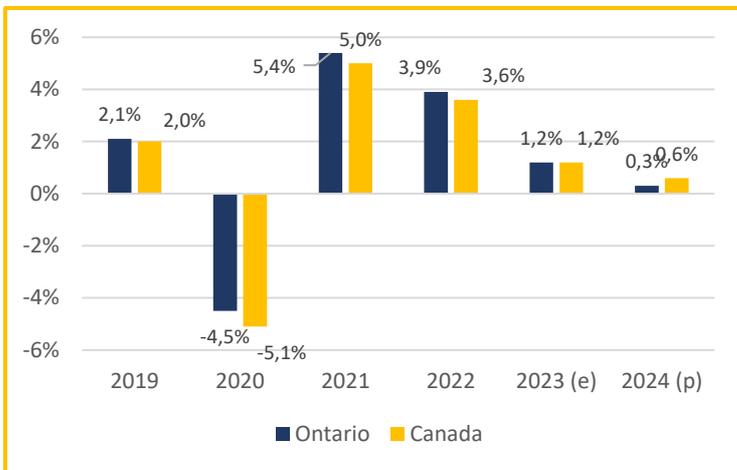


- **Superficie** : 651 900 km²
- **Population (T1 2024)** : 15 911 285 habitants
- **Densité de population** : 14,78 hab. /km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2022) : 909 Md CAD
- **PIB/hab.** (2022) : 65 911 CAD
- **Taux de chômage** (février 2024) : 6,2%
- **Solde budgétaire provincial** (2023-2024) : déficit de 3 Md CAD (0,3% du PIB)
- **Dette nette** (2023-2024) : 418 Md CAD (38% du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2023) : 252 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2023) : 458 Md CAD
- **Balance commerciale** (2023) : -206 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens)** : États-Unis (63 %) ; Chine (8,12 %) ; Mexique (3,71%)
- **Échanges France – Ontario** (2023) : 4,2 Mds CAD

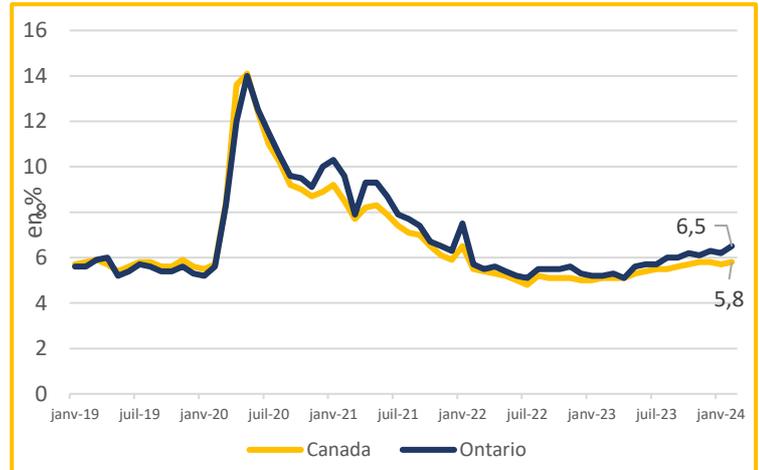


Principaux indicateurs économiques

Produit intérieur brut

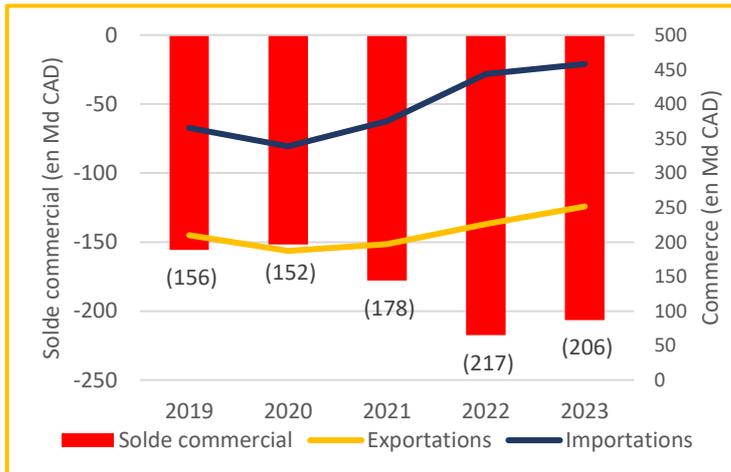


Taux de chômage



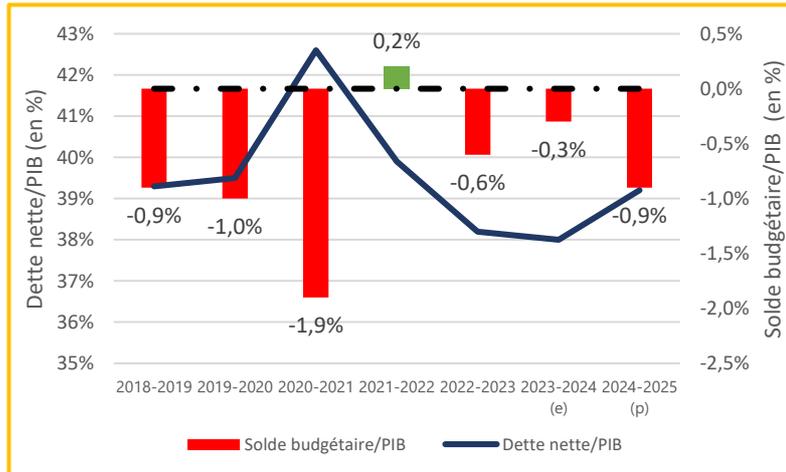
Source : Statistique Canada

Commerce international de biens



Source : Statistique Canada

Dettes et solde budgétaire

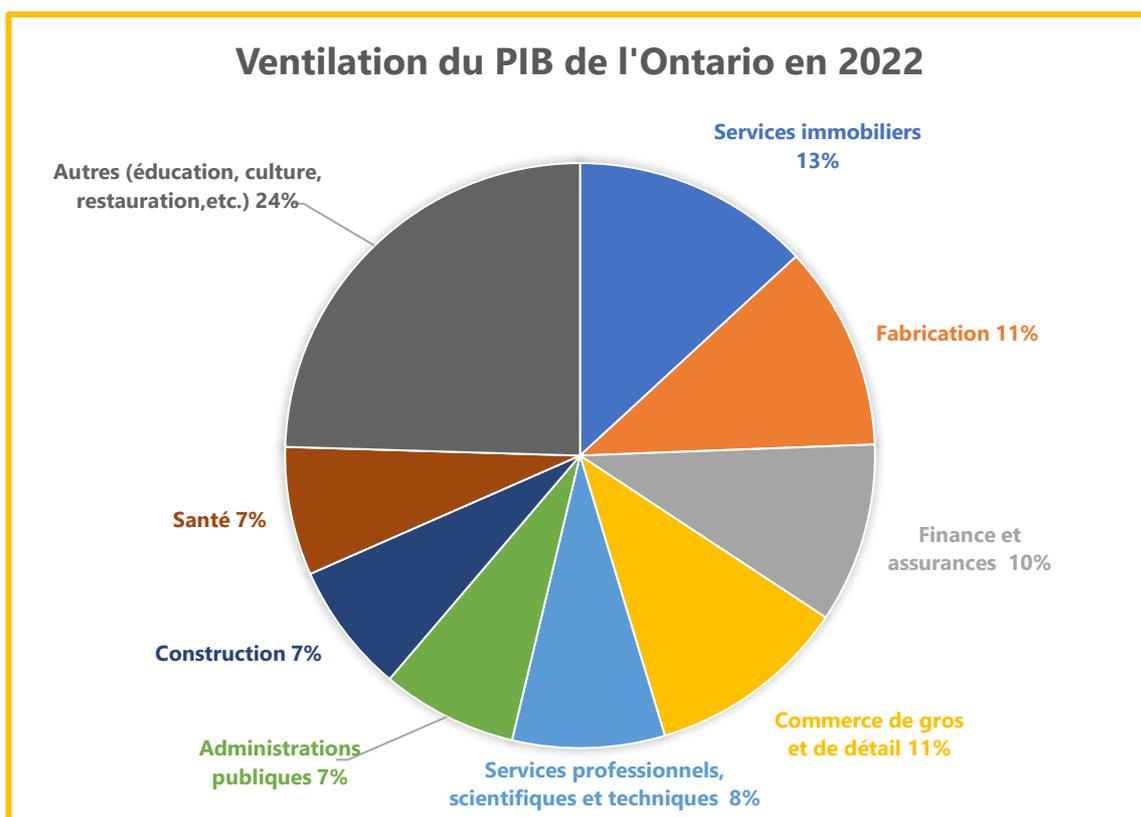


Source : RBC fiscal tables

L'Ontario, moteur économique et financier du Canada

D'un point de vue démographique, l'Ontario est la province la plus peuplée du Canada (15,9 millions d'habitants au premier trimestre 2024), représentant 39% de la population canadienne. La région métropolitaine du grand Toronto est en 2022 la plus grande agglomération avec 6,7 M d'habitants. Il est estimé que la population de Toronto atteindra 8 millions d'habitants d'ici 2030. Plus qu'un Canadien sur quatre vit à Toronto ou à moins de deux heures de route de la métropole.

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada avec un PIB nominal de 1 048 Md CAD (717 Md€) en 2022, soit 37% du PIB national pour un PIB/hab de 65 911 CAD. Les services dominent l'économie ontarienne ; en 2022, ils représentaient près de 80% du PIB. La province conserve toutefois une forte empreinte industrielle, symbolisée par la filière automobile.



Source : Statistique Canada

Toronto se place au 23^{ème} rang des places financières dans le monde selon le dernier *Global Financial Centres Index* publié en mars 2024, retrouvant ainsi le rang qu'elle avait perdu en 2022 après avoir chuté de sept places. Elle abrite la Bourse de Toronto, dont la capitalisation boursière est la 11^{ème} au monde en 2024 et la 1^{ère} pour le financement du secteur minier. Les services financiers représentent 10% du PIB de l'Ontario, un niveau stable sur les cinq dernières années. Toronto abrite notamment les sièges de cinq des six plus grandes banques du Canada,

connues sous le nom des « Big Five » (TD Bank, ScotiaBank, RBC, CIBC, BMO). La seule banque dont le siège est situé à Montréal étant la Banque Nationale, qui opère essentiellement au Québec.

Perspectives économiques

L'économie ontarienne n'a pas échappé au ralentissement macroéconomique en 2023

En 2023, le PIB réel de l'Ontario a connu une hausse estimative de 1,2%, soit une croissance plus élevée que celle prévue dans le budget (croissance nulle). Parallèlement, la hausse du PIB nominal de 2023 est estimée à 4,1%.

Cependant, le départ solide du début d'année a laissé place à un ralentissement de la croissance ; aux premiers et deuxièmes trimestres, les gains affichés étaient respectivement de 0,6% et de 0,4% - au troisième trimestre, il n'y a pas eu d'évolution. Ces chiffres s'expliquent surtout par le resserrement monétaire; les composantes sensibles aux taux d'intérêts (dès juillet 2023, la Banque du Canada a fixé les taux directeurs à 5%) comme la consommation des ménages et les investissements des entreprises ont été touchés. Pour 2024, il est prévu que la croissance du PIB réel ralentisse, s'établissant à 0,3%, avant d'atteindre les 1,9% en 2025.

LE CHIFFRE À
RETENIR

1,2%

Croissance estimée du PIB
réel en 2023

La croissance de l'emploi a atteint un record en 2023. Le taux de chômage en Ontario avait atteint un niveau historiquement élevé durant la pandémie (pic en mai 2020 à 13,6%). Ce taux a commencé à reculer au printemps 2021 (7,5% en mars 2021), suivant la tendance nationale lors de la réouverture de l'économie, pour atteindre un étiage tout aussi historique à 4,9% en juin 2022. Sur l'année 2023, le taux de chômage s'est établi à 5,77% ; il a connu une légère hausse comparé à l'année 2022 (5,6%) mais reste bas et inférieur au taux de chômage moyen entre 2000 et 2023 (7,1%). La croissance de l'emploi a connu une augmentation de 2,4%, affichant 183 200 nouveaux emplois en chiffres nets ; il s'agit d'une croissance record depuis 2021, largement au-dessus de la croissance moyenne de l'emploi sur les vingt dernières années (1,4%). Pour l'année 2024, le gouvernement de l'Ontario anticipe une hausse de 1 point du taux de chômage et une croissance de l'emploi proche de 0,8 %.

Un déficit commercial en légère réduction sur l'année 2023

En 2023, l'Ontario demeurait la province dont la contribution au commerce international canadien était la plus forte. Cette province représentait près de 48% du commerce de marchandise contre 31% en 2022. L'Ontario constitue également un acteur majeur du commerce interprovincial, avec près de 144 Md CAD (98 Md €, soit 37%) d'exportations de biens et services vers les autres territoires et provinces canadiennes en 2023.

Les exportations de l'Ontario ont progressé de 11% en 2023, atteignant 251,6 Md CAD. L'Ontario exporte essentiellement aux États-Unis (82% des exportations), suivis de très loin par le Royaume-Uni (3,7%), Hong Kong (1,51%), Mexique (1,50%) et la Chine (1,28%). Les exportations concernent avant tout les véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles (31% , soit +17Md en un an), les produits en métal et produits minéraux non métalliques (19%) ainsi que les biens de consommation (16%).

Les importations ont augmenté de 4% en 2022, pour atteindre 458 Md CAD. L'Ontario importe principalement ses biens des États-Unis (53% des importations), de la Chine (11%), du Mexique (8%) et du Japon (3%). Les

importations sont principalement composées de véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles (25%), de biens de consommation (21%), de matériel et pièces électroniques et électriques (13%) ainsi que de machines, matériel et pièces industriels (10%).

L'Ontario est la province canadienne qui commerce le plus avec les Etats-Unis: 37% des exportations canadiennes vers les Etats-Unis proviennent de cette province et 65% des importations en provenance des EU sont à destination de l'Ontario. Le solde de la balance des biens de l'Ontario reste déficitaire (**-206,4 Md CAD**). En 2023, le déficit commercial de l'Ontario a reculé de 5% grâce à une croissance plus soutenue des exportations (+11%) que des importations (3,2%).

Finances publiques

Un budget 2024-2025 tourné vers le logement, les infrastructures et la santé

La baisse des ressources budgétaires est liée au ralentissement économique mais correspond aussi à un parti pris. Le budget 2024-2025 d'un montant de 214,5 Md CAD affiche un déficit de 9,8 Md CAD, soit près du double de celui anticipé en novembre 2023, lors de la mise à jour budgétaire de mi-exercice budgétaire. Ce déficit est lié au ralentissement de la croissance et aux tensions inflationnistes (cf. infra) mais relève aussi d'un choix politique : le gouvernement de l'Ontario a ainsi annoncé une réduction de la taxe provinciale sur l'essence, diminuant les rentrées fiscales de 1,2Md CAD par an, la suppression des frais de vignette sur les plaques d'immatriculation (-1Md CAD par an), la fin des péages provinciaux (-68M CAD d'ici 2027) et un rabais sur les factures d'électricité (-7Md CAD au total sur les cinq prochaines années).

Une croissance des dépenses plus élevée que prévue. Le gouvernement provincial anticipait en novembre 2023 un ralentissement de la croissance des dépenses à 1,7%. Si la croissance des dépenses de programme a effectivement ralenti, elle s'établit tout de même à 3,5% et reste ainsi bien supérieure à l'objectif fixé. La crise du logement reste une priorité pour le gouvernement provincial : 1,8 Md CAD sont alloués dans deux fonds pour la construction d'infrastructures favorisant le logement. 3,3Md CAD seront investis sur 3 ans pour offrir une connexion Internet à haute vitesse partout dans la province. La santé constitue également une priorité puisque 50 Md CAD seront investis dans les infrastructures de santé sur les 10 prochaines années, dont près de 36 Md CAD en subventions d'immobilisations. Ces dépenses correspondent à la mise en œuvre du plan d'expansion des hôpitaux de la province ; le système hospitalier verra lui son budget croître de 4% en 2024-2025. Aussi, 2 Md CAD de dépenses sont prévus sur 3 ans pour élargir l'accès aux soins à domicile et augmenter la rémunération du personnel soignant. La santé mentale verra aussi son budget augmenter, avec 120M CAD alloués au profit des enfants autistes.

Deux enjeux majeurs apparaissent en partie délaissés dans le projet de budget provincial déposé le 26 mars 2024 : l'éducation et la lutte contre les feux de forêt. Le budget dédié à l'éducation n'augmentera que de 2%, soit une augmentation moindre que l'inflation. Concernant l'enseignement supérieur, le budget va même diminuer de 116 M CAD. Quant au budget alloué aux feux de forêt, il s'établit à 135 M CAD pour 2024-2025, contre 216 M CAD cette année, alors que les prévisions pour les feux de forêt annoncent une saison pire que l'année dernière.

La retour à l'équilibre budgétaire est repoussé à 2026-2027. La baisse des revenus associée aux nouvelles dépenses contribue à une détérioration cumulative de 7Md CAD de la situation financière jusqu'en 2025-2026. Avec ce nouveau budget, le niveau d'endettement de l'Ontario est porté à 439 Md CAD (+100 Md CAD depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre conservateur, Doug Ford, en 2018). Selon les projections du gouvernement de l'Ontario, le ratio de la dette nette sur PIB devrait tout de même réussir à rester inférieur à l'objectif fixé par le gouvernement (40% du PIB) en s'établissant à 39,5% au cours de l'exercice 2025-2026. Ce ratio n'offre pas beaucoup de marge de manœuvre dans l'éventualité où la croissance économique serait inférieure ou si le gouvernement enregistrait des déficits plus importants que prévus.

Aspects sectoriels

➤ Automobile

L'Ontario est la 2^{ème} région productrice de voitures en Amérique du nord derrière le Michigan, avec 1,5 M d'automobiles produites en 2023, soit 25% de plus qu'en 2022. Ce résultat reste toutefois largement inférieur à la production moyenne des années 2010 (-31%), lorsqu'elle atteignait en moyenne 2,2 M par an. Plus de 125 000 employés travaillent dans l'industrie automobile provinciale en 2023, en hausse de 10% sur un an. Les exportations de véhicules et pièces automobiles atteignent 77 Md CAD, en hausse de 31% sur un an (80 % des véhicules et des pièces construits en Ontario sont exportés). La filière automobile ontarienne a connu de fortes difficultés à partir de 2020, avec une baisse du nombre de véhicules produits (cf. supra) et un niveau d'exportation qui a seulement dépassé son niveau de 2019 en 2023. En effet, la demande pour les véhicules s'est effondrée avec la pandémie de covid-19 tandis que les restrictions de mobilité ont entraîné des difficultés logistiques et de liquidités ainsi que des contraintes opérationnelles et sanitaires, qui ont persisté jusqu'à mi-2023. Après un important effort de lobbying, le gouvernement fédéral a obtenu que l'*Inflation Reduction Act* ouvre aux véhicules électriques assemblés au Canada le crédit d'impôt de 7 500 \$. Toutefois, devant le risque de voir les constructeurs préférer une installation sur le sol américain, le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget 2023-2024 83 Md CAD (50 Md €) en subvention à la production et en crédit d'impôt. Cette réponse canadienne a déjà permis d'attirer en Ontario deux projets d'usine de fabrication de batteries pour véhicule électrique : un projet du constructeur allemand Volkswagen, qui a reçu 13,2 Md CAD de subventions de la part du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, ainsi que le projet d'usine du constructeur américano-italo-français Stellantis et du sud-coréen LG qui a obtenu 15 Md CAD en subvention et crédit d'impôt.

La main-d'œuvre qualifiée est un des atouts de l'industrie automobile ontarienne : 24 collèges et 11 universités de l'Ontario offrent des projets de recherche et des programmes de formation dans le domaine de l'automobile. L'Ontario accueille 12 usines d'assemblage des 5 constructeurs présents dans la province (GM, Ford, Stellantis, Toyota et Honda), 700 fournisseurs de pièces et plus de 500 fabricants d'outils, de matrices et de moules. De surcroît, plus de 200 entreprises, dont GM, Ford, Google, Uber, Apple et BlackBerry QNX, travaillent au développement de technologies destinées aux véhicules connectés et autonomes en Ontario.

➤ Nucléaire

Le mix électrique de l'Ontario est dominé par l'énergie nucléaire (50%, produite dans trois centrales), suivie par les énergies renouvelables (23% hydraulique, 12% éolien, 5% solaire), résultant en un mix électrique décarboné à 93% (7% de gaz naturel). Toutefois, avec leur vieillissement, la production des centrales nucléaires ontariennes a baissé ces dernières années. Le prochain démantèlement de quatre réacteurs de la centrale de Pickering aggraverait encore le besoin en énergie nucléaire. Un rapport de décembre 2022 du gestionnaire du réseau,

Independent Electricity System Operator (IESO), « Pathways to Decarbonization », réalisé à la demande du ministre ontarien de l’Énergie Todd Smith, conclut à la nécessité de doubler la capacité de production du réseau d’ici 2050, pour un coût estimé de 400 Mds CAD.

Dans la foulée de ce rapport, le gouvernement ontarien a annoncé évaluer l’ajout de 18 GW de nouvelles capacités nucléaires d’ici 2050, relançant ainsi la forte puissance (en plus des SMR), dont 4,8 GW déjà actés à la centrale de Bruce Power. Par ailleurs, Ontario Power Generation (OPG), le principal producteur et distributeur d’électricité, développe le premier petit réacteur modulaire (SMR) au Canada, le BWRX-300 de GE-Hitachi, pour un début programmé – cible ambitieuse- d’opération commerciale en 2029 et a d’ores et déjà annoncé la construction de trois autres BWRX-300. Au vu du contexte très dynamique dans le secteur, EDF a organisé une mission mi-juillet 2023 pour explorer les opportunités de développement au Canada. EDF a également répondu à la *Request For Information (RFI)* de Bruce Power (BP), exploitant de la centrale de Bruce, qui a pour but d’évaluer les options et les différentes technologies pour ces 4,8 GW supplémentaires, en présentant ses technologies EPR et NUWARD. Pour la forte puissance, l’EPR est considéré comme une alternative crédible à l’AP1000 et EDF a ainsi décidé d’intensifier ses relations avec les parties prenantes canadiennes, avec la signature, en marge du dernier WNE fin novembre 2023 à Paris, d’une lettre d’intention entre OPG et EDF. De son côté, Atkins-Réalis (ex-SNC-Lavalin) a annoncé le développement d’un nouveau modèle de CANDU, le Monark, qui pourrait avoir la faveur des autorités ontariennes, en tant que technologie canadienne. A noter que Business France a organisé une mission nucléaire en septembre en Ontario avec la participation de 16 entreprises françaises. Les acteurs canadiens ont alors insisté sur l’importance de travailler avec des acteurs locaux et les communautés autochtones pour ces futurs projets.

➤ Finance

En 2023, les services financiers en Ontario comptaient 389 000 emplois et représentaient environ 10% du PIB de l’Ontario, ce qui en fait le troisième secteur qui contribue le plus au PIB provincial. La plupart des acteurs de ce secteur financier sont situés à Toronto, qui héberge notamment la Bourse de Toronto (TSX) ainsi que les cinq grandes banques du pays et les 3 principales sociétés d’assurance. La TSX la principale place boursière mondiale pour le secteur minier et énergétique et accueille 40% des sociétés énergétiques cotées en bourse dans le monde. Le secteur financier bénéficie d’un vivier de compétences alimenté par les 44 universités et 14 programmes de MBA, qui en 2023 évaluait le contingent annuel de diplômés en commerce à 44 000.

L’Ontario accueille plusieurs fonds de pension comme le Régime de pensions du Canada, le régime de retraite national géré par l’Office d’investissement du régime de pensions du Canada (CPPIB), qui a son siège à Toronto et qui gère des actifs d’une valeur de 591 Md CAD (405 Md €) au 31 décembre 2023. Toronto accueille également 3 fonds provinciaux : le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l’Ontario (OTPP) : il s’agit de la 3^{ème} caisse de retraite au Canada, avec un actif géré de 250 Md CAD (171 Md€) en 2023 ; le Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP), destiné aux travailleurs de la santé et qui gère plus de 104 Md CAD (73 Md €) ; et l’Ontario Municipal Employees Retirement System (OMERS), qui offre des prestations de retraite aux employés des municipalités de l’Ontario et gère des actifs d’une valeur de 129 Md CAD (88 Md €).

➤ T.I.C

L’Ontario est le deuxième plus grand pôle des technologies de l’information et des communications (TIC) en Amérique du Nord, après la Californie : le gouvernement de l’Ontario revedique plus de 404 000 employés dans

les TIC en 2023 pour plus de 22 000 entreprises actives. Près de la moitié de la main-d'œuvre du secteur des TIC canadien se trouve en Ontario. Le secteur des TIC représentait en 2023 une contribution de 48,3 Md CAD au PIB de la province, avec des investissements en R&D de 6,7 Md CAD en moyenne par an. Les exportations du secteur atteignent en moyenne 8,3 Md CAD par an. Le secteur des TIC ontarien est orienté autour de 3 pôles principaux : Toronto, Waterloo et Ottawa. Toronto est le plus grand centre d'activités au Canada pour les communications, la culture et les médias et son marché technologique enregistre une croissance rapide. La région de Waterloo-Kitchener se distingue par son pôle technologique de pointe. L'Université de Waterloo est considérée comme l'un des meilleurs établissements d'enseignement et de recherche en science informatique et en mathématiques d'Amérique du Nord. Enfin Toronto présente un écosystème très vivant, symbolisé par l'incubateur MaRS. Près de 65 000 étudiants en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques sont diplômés en Ontario chaque année. Des leaders mondiaux du secteur des TIC, dont Google, Uber et Microsoft, sont présents en Ontario. L'Ontario dispose d'une infrastructure en R&D de haut-niveau, notamment grâce aux centres R&D construits par des entreprises historiques (BlackBerry), des entreprises à forte croissance (Shopify) et des entreprises étrangères (IBM, Ericsson). L'Ontario a aussi été le berceau d'innovations numériques majeures comme le système d'information géographique, les thermostats intelligents et le film IMAX.

➤ Sciences de la vie

Selon le gouvernement de l'Ontario, la province accueille 1 900 entreprises des sciences de la vie et 1 300 dans la fabrication d'appareils médicaux, qui emploient près de 70 000 personnes et génèrent plus de 65,2 Md CAD de recettes par an. L'Ontario se classe ainsi au sixième rang en Amérique du nord pour le nombre d'établissements en sciences de la vie et pour le nombre d'employés dans ces établissements. Le secteur pharmaceutique à lui seul compte pour 25 Md CAD de ces revenus et emploie 41 400 personnes (17 000 dans la fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments et 24 400 dans la distribution de ces produits), soit 55% de l'emploi du secteur au Canada. L'Ontario domine le secteur des sciences de la vie à travers les industries pharmaceutiques et de génériques, et la conception-développement de vaccins (campus « Connaught » de Sanofi Pasteur, qui emploie 1 100 chercheurs). Les 10 plus importantes sociétés pharmaceutiques au monde réalisent des essais cliniques en Ontario : Johnson & Johnson, Novartis, Roche, Pfizer, Sanofi, GlaxoSmithKline, Merck, Bayer Healthcare, AstraZeneca et Eli Lilly, tandis que six des dix principaux hôpitaux de recherche canadiens se trouvent en Ontario. Les hôpitaux de recherche ontarien ont investi 1,7 Md CAD en R&D en 2023. Les entreprises ontariennes exportent environ 11 Md CAD, dont les trois quarts sont dirigés vers les États-Unis. L'Ontario possède 24 hôpitaux de recherche qui emploient 18 000 chercheurs et qui investissent 1,4 Md CAD (938 M€) en R&D par an. La récente annonce de la construction d'une usine Sanofi à Toronto (investissement total de 1 Md CAD/700 M€, opérationnelle en 2026) confirme l'attractivité de la province dans le secteur de la santé.

➤ Agriculture

L'Ontario possède plus de la moitié des terres agricoles de « haute qualité » du Canada et compte plus de 48 000 exploitations agricoles, le plus grand nombre d'entre elles étant pour la culture de plantes oléagineuses et de céréales, suivies par les exploitations d'élevage de bovins, celles d'autres cultures agricoles, celles d'autres types d'élevage et celles d'élevage de volailles et de production d'œufs. En termes de culture, l'Ontario est le leader provincial pour la production de soja, de maïs et de produits de serre et se classe deuxième pour les produits laitiers avec un montant de 2,3 Mds CAD (1,57 Mds €) en moyenne par an, après le Québec (2,6 Mds

CAD – 1,77 Mds €) , En 2022, l’industrie agricole de l’Ontario employait 69 000 personnes (0,9 % de la main-d’œuvre totale de l’Ontario) et a contribué à l’économie provinciale à hauteur de 9,3 Mds CAD (6,34 Mds €) en 2022, soit 1,2 % du PIB total de l’Ontario. Le secteur agricole de l’Ontario contribue de façon importante à l’agriculture canadienne dans son ensemble en étant le deuxième plus grand contributeur aux revenus d’exploitation agricole du Canada. L’emploi dans l’industrie agricole a augmenté de 2,4 % en 2022, après avoir connu une baisse de 6,1 % en 2021. Le secteur est confronté à des pénuries de main-d’œuvre en raison du vieillissement de la main-d’œuvre nationale et dépend de plus en plus des travailleurs étrangers temporaires pour exploiter les fermes.

➤ Secteur minier

En 2022 (dernières données disponibles), l’Ontario représentait environ 22% de la production de minerais du Canada en valeur, une proportion légèrement inférieure à celle du Québec mais légèrement supérieure à la Colombie-Britannique, ces trois provinces étant les principales productrices de minéraux au Canada. Le secteur représente par ailleurs 78 000 emplois dans la province. L’Ontario est parmi 10 principaux producteurs mondiaux de métaux du groupe des platineux, de nickel et de cobalt, et parmi les 20 principaux producteurs d’or, de cuivre, de zinc et d’argent. L’Ontario est le premier producteur d’or, de métaux du groupe platineux et de nickel au Canada, et le second de cuivre à l’échelle du pays. La province a dévoilé en mars 2022 un plan de 3,5 Md CAD (2,4 Md€) pour le secteur minier, se concentrant sur les minéraux utilisés dans la construction des véhicules électriques et appareils électroniques tels que le nickel, le cobalt, le lithium ou le platine. Le gouvernement ontarien entend ainsi renforcer les chaînes d’approvisionnement du Canada sur un marché mondial dominé par la Chine, la République démocratique du Congo et Russie.

Le dynamisme du secteur minier ontarien s’illustre à travers le TSX. Environ 1 150 sociétés minières étaient cotées à le TSX et à la Bourse de croissance TSX (TSX-V) en 2023, dont environ 40% des sociétés minières publiques mondiales. En 2023, sept des trente TSX30 (30 sociétés les plus performantes de la Bourse TSX) étaient des sociétés minières. La Bourse de Toronto se classe par ailleurs au 1^{er} rang mondial pour les nouvelles inscriptions dans le secteur minier. Le TSX estime que les sociétés minières ont attiré près de 48,9 Md CAD au cours des trois dernières années au sein des bourses TSX et TSX-V (dont 7,7 Md CAD en 2023), soit près de 36% des capitaux propres réunis à l’échelle mondiale.

Relations économiques bilatérales

L’Ontario est la deuxième province canadienne avec laquelle la France commerce le plus au Canada

Les commerce bilatéral de biens entre la France et l’Ontario se sont établis à 4,2 Md CAD (2,9 Md€) en 2023, en hausse de 17% par rapport à 2022. Selon Statistique Canada, ils représentaient 34% des échanges France-Canada en 2022, soit la 2^{ème} province partenaire de la France.

Les exportations françaises vers L’Ontario se sont élevées à 3,4 Md CAD (2,3 Md€) en 2023, soit 39% des exportations françaises au Canada (deuxième position après le Québec qui représente 45% des exportations françaises vers le Canada). En hausse de 17 % par rapport à 2022, les exportations françaises étaient composées essentiellement de biens de consommation (41,6%), d’aéronefs et pièces de transport (16,1%), de machines, matériel et pièces industriels (13,5%) et de matériel et pièces électroniques et électriques (8,4%).

Les importations françaises en provenance de l’Ontario étaient de 866 M CAD (589 M€) en 2023, soit 23% des importations françaises en provenance du Canada (deuxième position après le Québec qui représente 50% des importations françaises depuis le Canada). Elles ont connu une hausse de 18% par rapport à 2022 et étaient

essentiellement composées d’aéronefs et pièces de transport (38%), de biens de consommation (25%) et de matériel et pièce électroniques et électriques (16%).

La France a une balance commerciale excédentaire vis-à-vis de l’Ontario (2,5 Md CAD, soit 1,7 Md€).

La France était le 14^{ème} partenaire commercial de l’Ontario à l’exportation en 2023, en hausse de 2 places par rapport à 2022, et le 14^{ème} partenaire commercial à l’importation, en hausse de 3 places par rapport à 2022.

Les échanges de biens France – Ontario en 2023 (source : Statistique Canada)

	M CAD	M €	Evolution 2022/2023
Importations françaises depuis l’Ontario	866	589	+18%
Exportations françaises vers l’Ontario	3 362	2 288	+17%
Total des échanges	4 228	2 883	+17%
Balance commerciale	2 496	1 698	+406 M CAD

Plus du tiers des implantations françaises au Canada sont en Ontario

Sur les 1 200 implantations françaises au Canada répertoriées par l’INSEE, on dénombre 440 implantations d’entreprises françaises en Ontario, dont une centaine de sièges sociaux pour le Canada selon Statistique Canada. Les entreprises et filiales françaises sont notamment présentes dans l’industrie (aéronautique, équipements automobiles, sidérurgie, semi-produits, transports urbains, environnement, énergie, biotechnologies, agroalimentaire), dans les services (services financiers, conseil, hôtellerie, services aux collectivités, systèmes informatiques) et dans les biens de consommation.

La présence française est particulièrement dynamique dans le secteur des transports urbains et ferroviaires, où plusieurs entreprises françaises ont récemment signé de grands contrats avec des collectivités et donneurs d’ordre publics (notamment Alstom, Thales et Keolis). Les appels d’offres dans le secteur des transports urbains et ferroviaires sont nombreux en Ontario et suivi de près par les grands groupes français. De nombreux projets de modernisation des infrastructures routières sont également suivis par les grands groupes BTP français, qui ont renforcé leur présence dans la région. L’Ontario est également un marché important pour les experts français du secteur nucléaire (Valinox Nucléaire, Framatome), tout comme pour les grands énergéticiens français (Engie, EDF), très présents et qui participent à différents projets lancés dans le cadre de la transition énergétique de l’Ontario. Enfin le dynamisme des TICs et de l’industrie pharmaceutique en Ontario constitue une opportunité pour les entreprises françaises de ces secteurs. Celles-ci ont renforcé leur présence ces dernières années, par voie de partenariats, d’acquisitions, ou d’investissements dans de nouvelles infrastructures.

Les entreprises françaises présentes en Ontario disposent de deux communautés d’affaires institutionnalisées pour se regrouper : la **Chambre de Commerce Française en Ontario (FCCCO)**, labellisée CCI International, lancée en 2018 et comptant une centaine de membres, et la **Communauté French Tech de Toronto**, créée au printemps 2020 et comptant une douzaine de startups fondatrices. **7 des 32 Conseillers du Commerce Extérieur** sont également basés en Ontario, essentiellement à Toronto

Les principaux investissements et contrats remportés par les entreprises françaises en Ontario

Alstom a annoncé en avril 2022 que ONxpress Transportation Partners, un consortium composé d'Alstom, d'Aecon Group Inc, de Deutsche Bahn International Operations GmbH et de FCC Construcción S.A., a signé un accord pour le projet de travaux sur le corridor du programme d'expansion du réseau GO, à la suite d'un processus d'approvisionnement mené par Metrolinx et Infrastructure Ontario. Le projet vise à moderniser la mobilité dans la région du grand métropolitain de Toronto. Le champ d'application d'Alstom au sein du consortium devrait inclure la fourniture de nouvelles locomotives électriques, de systèmes de contrôle des trains, d'un nouveau système d'alimentation de traction et l'électrification du réseau via un système de caténaire, ainsi que l'intégration de son champ d'application. Alstom mettra à niveau le matériel roulant existant de GO Transit BiLevel, les systèmes de signalisation, les systèmes de télécommunications et autres équipements numériques, et assurera la maintenance des nouvelles locomotives et du système de signalisation pendant une période de 25 ans.

OVHCloud a annoncé en février 2022 l'ouverture en 2023 d'un nouveau centre de données à Toronto, dans une logique « multi-locale » qui vise à se rapprocher de ses clients canadiens en Ontario. Il s'agira du second centre de données au Canada, après celui à proximité de Montréal qui était déjà son premier centre hors de France. Celui-ci est pleinement opérationnel depuis mars 2023.

Stellantis et le fabricant sud-coréen de batteries LG Energy Solution ont déclaré en mars 2022 leur intention d'investir près de 5 Md CAD dans une coentreprise pour construire une giga-usine de batteries pour véhicules électriques à Windsor dans l'Ontario. Le projet d'usine a été finalisé en juillet 2023, après que le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario ont accepté d'accorder 15 Md CAD (11 Md€) en crédit d'impôt pour subventionner la construction et la production de l'usine. L'Ontario a annoncé prendre en charge un tiers de ce soutien financier. Il s'agirait de l'un des investissements les plus importants dans le secteur automobile canadien avec le projet de gigafactory de Volkswagen annoncé en avril 2023. Ce dernier sera subventionné à hauteur de 13 Md CAD (9 Md€). L'usine de Stellantis devrait créer 2 500 emplois dans un segment clé de la chaîne d'approvisionnement automobile, la batterie, qui devrait supplanter le moteur à combustion interne en tant que composant le plus précieux d'un véhicule au cours des deux prochaines décennies. L'usine vise une capacité de production annuelle de plus de 45 GW.

Sanofi a annoncé en mars 2021 l'ouverture dans les prochaines années d'un nouveau site de production situé à Toronto. Cette nouvelle usine représente un investissement total de 950 M CAD (650 M€), dont la moitié grâce au financement des autorités publiques: 340 M CAD du gouvernement fédéral, 80 M CAD de la province de l'Ontario et 70 M CAD de la ville de Toronto. Ce site de production sera dédié à la production de vaccins contre la grippe et devrait être opérationnel d'ici 2025. En juin 2022, Sanofi a annoncé l'ouverture à Toronto de son centre d'innovation mondial pour la recherche en intelligence artificielle. Le projet vise à exploiter les données mondiales de Sanofi afin de transformer la pratique de la médecine et l'accès aux médicaments pour les patients. En s'installant dans cette région du Canada au riche écosystème high-tech, Sanofi cherche aussi à créer des synergies avec les pôles universitaires et de recherche locaux.

Principales entreprises françaises implantées en Ontario



Aéronautique – Défense : Airbus, Safran, Thalès, Dassault Systèmes, Naval Group



Banque – Assurance : BNP Paribas, Société Générale, Crédit agricole, Allianz, SCOR, Coface, CM Equity, Natixis



Construction : Freyssinet (groupe Vinci), Lafarge, Colas (dont Miller McAsphalt), Eiffage, Indigo Infra S.A., Menard SNC, Eurovia



Energie : Areva, EDF, Veolia, TotalEnergies, Engie, Suez, Schneider Electric



Agro-alimentaire : Corby (Pernod Ricard), Groupe Bonduelle, Marbour (Dainty Foods), Yoplait, Royal Canin, Danone, Sodexo, Ladurée



Industrie pharmaceutique : Sanofi, Servier, Novocol - Septodont, Vitalaire



T.I.C. : Ubisoft, Axway, Ingenico, Orange Business Services, Atos, Capgemini, OVHcloud



Transports : Faurecia, Bolloré Logistics, Transdev, Alstom, Thalès



Industrie manufacturière : Tractel, Nexans, Arkema, Air Liquide, Saint-Gobain (CertainTeed), Essilor, Massily, Arcelor, Atotech, Michelin



Mode et cosmétique : Chanel, Louis Vuitton, Christian Dior (costumes et parfums), Cartier

Principales entreprises ontariennes implantées en France



Aéronautique – Défense : Celestica, ATS Automation Tooling Systems



Banque – Assurance : Scotiabank, Royal Bank of Canada



Construction : WSP Global, Golder Associates, Stantec, AECOM, Trojan technologies



Energie : Embridge Gas, Just Energy, Bruce Power, Hydro One, Vermilion Ressources, Solarwall



Agro-alimentaire : McCain, Cott Corporation, Gay Lea Foods, Parmalat, Lassonde Industries



Industrie pharmaceutique : Nordion, Baylis Medical, Interface Biologics, Xenon Pharmaceuticals



T.I.C. : Blackberry, OpenText, Cognos, Telesat Canada, Accedian Networks, Astra Technologies, Norac, Corel



Transports : Magna International, Martirea International, Linamar, The Woodbridge Group



Industrie manufacturière : Rayonier Advanced Materials